

Wikileaks plonge dans les arnaques de Dead Sea pour la vente de ses produits

Voici comment les israéliens vendent leurs produits illicites! Encore une raison de plus de boycotter...

Un câble diplomatique, publié par le site dénonciateur Wikileaks, jette un nouvel éclairage sur les mystérieuses activités d'Israéliens qui vendent les produits de beauté Dead Sea dans des centres commerciaux de Nouvelle-Zélande et des États-Unis.

Le câble, préparé par l'ancien ambassadeur US en Israël, James Cunningham, dénonce une immigration frauduleuse, un travail illégal, du blanchiment d'argent et une exploitation de salariés dans une industrie qui représente maintenant un milliard de dollars.

Le Sunday Star-Times a révélé en avril comment des Israéliens qui vendaient des crèmes Dead Sea dans des centres commerciaux avaient attiré l'attention des agences de l'immigration de Nouvelle-Zélande et d'autres gouvernements. Quand les agents de l'immigration sont allés au centre commercial de Sylvia Park, à Auckland, en février, ils ont fermé un kiosque où trois vendeurs travaillaient dans la clandestinité, n'ayant que des visas de visiteurs, mais au moment où ils arrivaient à un deuxième kiosque, à l'autre bout du centre commercial, les salariés ont filé.

Le Star-Times a approché plusieurs salariés qui ont prétendu qu'ils étaient des « bénévoles », non rémunérés, qui vendaient ces produits « pour Israël ». Ils ne pouvaient pas dire pour qui ils travaillaient.

Plus tard, nous avons découvert que la société qui coiffait

ces kiosques était la SARL Dead Sea Beauty (2006), « fournisseur administratif » d'une autre société, LVS Retail (Auckland).

La structure de l'entreprise correspond à celle détaillée dans le rapport Cunningham longtemps gardé secret et qui expose comment de jeunes Israéliens, généralement de ceux qui viennent de terminer leur service militaire obligatoire, abusent les agents des Douanes en se prétendant touristes alors qu'ils prévoient de travailler dans des kiosques de galeries marchandes en Nouvelle-Zélande, aux États-Unis, au Canada, en Europe et en Australie.

L'objectif est de faire le maximum d'argent le plus vite possible avant de rentrer en Israël. Ils sont attirés par l'arnaque parce que, après l'armée, les emplois sont rares et les salaires bas, alors qu'ils ont besoin d'argent pour financer leurs études ou des voyages.

Cunningham indique que la « fraude de Dead Sea » a commencé d'une manière discrète il y a plusieurs années mais qu'elle s'est intensifiée au cours des trois dernières années. Selon le rapport, les Israéliens sont recrutés sur Internet, ils sont « bien briefés » pour leur entretien à l'Immigration, et ils savent quels aéroports sont susceptibles de les refouler.

Il dit que même si on promet aux salariés une commission sur les ventes, on leur propose un logement à prix réduit et une participation au coût du billet d'avion, il est évident qu'ils se font exploiter. Dans certains cas, leur employeur conserve leur passeport, ils ne sont pas payés à moins qu'ils ne fassent des ventes, alors ils sont payés au tarif minimum en travaillant souvent 12 h par jour. « Avec l'énorme somme d'argent que l'industrie génère, le blanchiment pourrait bien faire partie du scénario » écrit Cunningham.

Et de préciser qu'un Israélien avait récemment été arrêté à un aéroport des États-Unis pour avoir omis de déclarer 23 000

dollars US qu'il emmenaient en Israël, et qu'en février, des agents des Douanes avaient attrapé des parents d'un propriétaire de kiosque dans un aéroport de la côte Ouest avec 17 000 dollars US, alors qu'ils n'en avaient déclaré que 7000.

Cunningham décrit cela comme un « problème à tête d'Hydre » et selon lui, Tel Aviv a mis en place une série de mesures pour combattre cette fraude. Mais Cunningham recommande aux organismes chargés d'appliquer la loi de se réunir dans une « conférence Dead Sea » pour comparer leurs informations. Dans un post-scriptum bizarre, Cunningham ajoute que Tel Aviv craint de plus en plus que le modèle Dead Sea ne s'étende à la serrurerie industrielle.

La Nouvelle-Zélande a jusqu'ici adopté une position relativement modérée à l'égard des kiosques de Dead Sea, adressant simplement des avertissements à leurs gérants.

La semaine dernière, des salariés israéliens ont encore été approchés dans des centres commerciaux d'Auckland. Le Star-Times s'est rendu au bureau de Dead Sea Beauty, dans le centre d'Auckland, où une « responsable administrative » travaillait seule. Nous étions à peine arrivés qu'elle quittait le bureau, refusant de répondre à nos questions et menaçant d'appeler la police. [1]

Tony Wall

Sunday Star-Times – 28 août 2011

traduction: JPP pour l'AFPS

<http://www.stuff.co.nz/national/5519017/WikiLeaks-delves-into-Dead-Sea-sales-scam>

Pour plus d'informations sur les kiosques de Dead Sea, contacter : tony.wall@star-times.co.nz

[1] Et ajoutons que cette fraude se cumule à l'illégalité de la fabrication des produits de Dead Sea dans la vallée du Jourdain, en Cisjordanie occupée par Israël (ndt).